

Introduction : économie de guerre et guerres économiques : perspectives de recherche et champs d'étude

Autor(en): **Tanner, Jakob / Groebner, Valentin / Guex, Sébastien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte
= Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale**

Band (Jahr): **23 (2008)**

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-871826>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Jakob Tanner, Valentin Groebner, Sébastien Guex

Introduction: économie de guerre et guerres économiques

Perspectives de recherche et champs d'étude

C'est à Raimondo Montecuccoli (1609–1680) qu'est attribuée la maxime: «Pour conduire une guerre, trois choses sont nécessaires: d'abord de l'argent, ensuite de l'argent et enfin de l'argent.» On ne sait si le condottiere, l'un des plus importants théoriciens militaires du 17^e siècle, également écrivain et diplomate, a vraiment prononcé ces paroles, ni quand il l'aurait fait, ni quelle était leur formulation exacte. Mais quand bien même: «Se non è vero, è ben trovato.» En effet, avec le processus de formation des Etats territoriaux et nationaux, qui s'accompagne de conflits militaires d'intensité croissante, la question des coûts des guerres en Europe – mais pas uniquement – devient toujours plus urgente. Ceci tant en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien d'armées de plus en plus grandes, qu'eu égard à leur financement par les potentats belligérants. En même temps, l'utilisation de la violence offrait aux divers acteurs non ou semi étatiques des opportunités politiques et économiques. L'alliance entre l'argent et la guerre se révèle riche de facettes plus nombreuses que ne le laissait croire une vision limitée à l'Etat national. Alors que les processus de formation de l'Etat visaient, dans la perspective européenne, au contrôle monopolistique de l'exercice de la violence, le développement des marchés et l'expansion coloniale ouvraient continuellement, à l'échelle mondiale, de nouveaux espaces pour les marchands de violence privés et les fournisseurs de prestations militaires, dont l'inventivité est peut-être la seule constante dans cette histoire.

Guerre et économie: «longue durée» et changements de constellation

Bien que, depuis toujours, l'économie ait été importante pour la conduite de la guerre, les interactions entre violence organisée et engagement de ressources humaines et matérielles se sont modifiées de manière significative. L'épanouissement des marchés n'a pas seulement exercé une influence croissante sur le développement des

technologies et sur la production d'armement. Cet épanouissement a fait reposer les formes et les méthodes de mobilisation des hommes et du matériel à des fins guerrières sur de nouvelles bases. Les Etats territoriaux et, depuis le 19^e siècle, les Etats nationaux en voie de constitution se sont adaptés de diverses manières à ce changement. La progressive étatisation de la guerre, telle qu'on peut la constater depuis la fin du 18^e siècle, a marché main dans la main avec la bureaucratisation des affaires de l'Etat, avec l'édification d'organisations militaires et de systèmes fiscaux, ainsi qu'avec les tentatives d'encourager l'industrialisation et la mécanisation de la guerre et d'exploiter les possibilités que ces dernières recelaient. Ces tendances n'ont pas seulement eu pour objet ce qui constitue le noyau central de la conduite de la guerre, l'exercice organisé de la violence sur les champs de bataille, mais elles ont entraîné également de nombreuses répercussions et effets collatéraux, qui se sont manifestés dans l'organisation de l'économie de guerre comme dans la planification et la conduite de guerres économiques. Les deux guerres mondiales du 20^e siècle ont représenté, sous bien des aspects, un approfondissement formidable de ces évolutions. Depuis la fin de la guerre froide on peut observer l'avènement d'un nouveau type de guerre et d'économie de guerre, caractérisé à la fois par des phénomènes de fragmentation étatique, par de nouvelles formes de recrutement et de financement, ainsi que par une nouvelle utilisation des armes.

Le recueil ici présenté est le résultat du colloque annuel de la Société suisse d'histoire économique et sociale. Il se focalise sur le lien entre économie de guerre et conduite de la guerre économique. Les interactions entre économie, société et guerre ainsi qu'entre le marché et le militaire sont analysées dans différentes perspectives. Alors que le concept d'économie de guerre fait référence aux mesures prises par un Etat ou par une puissance militaire afin d'augmenter, à l'intérieur du territoire qu'il contrôle ou dans un autre pays, sa capacité à faire tourner la confrontation militaire à son avantage, le concept de guerre économique se réfère aux dispositions dirigées contre l'adversaire militaire dans le sens où elles doivent le frapper dans le domaine névralgique du ravitaillement en matières premières et en denrées alimentaires. Il revient en particulier à une économie de guerre judicieusement organisée la tâche d'atténuer les répercussions de l'inévitable désorganisation économique provoquée par toute confrontation militaire et par la politique de blocus ainsi que de garantir le fonctionnement du système de production industrielle, même dans des conditions des plus difficiles. En raison de cette interdépendance entre conduite de la guerre économique et organisation de l'économie de guerre, on peut constater, sur le plan historique, de multiples parallèles entre ces deux domaines. Lors des «guerres totales» de la première moitié du 20^e siècle, ceux-ci sont entrés dans un véritable rapport de concurrence.

Malgré leurs étroites interactions, il est pertinent d'analyser séparément ces deux problématiques. A cet égard et pour les 19^e et 20^e siècles, on peut distinguer quatre

grandes thématiques: il s'agit *en premier lieu* du champ conflictuel entre la puissance militaire de l'Etat national et les marchés internationaux de l'armement. Dans cette période, où les Etats se sont armés les uns contre les autres, les livraisons d'armes au-delà des frontières ont été politisées et sont devenues l'objet de régulations légales. Au cours de ce processus, des considérations humanitaires se sont entremêlées avec celles relatives à la puissance politique: il s'agissait non seulement d'éviter de porter préjudice à sa propre puissance militaire en vendant des armes à l'étranger, mais aussi d'empêcher des marchands d'armes sans scrupules d'exploiter les guerres dans le monde pour mener leurs affaires. Dès lors, la tendance à limiter les exportations d'armement et à soumettre le commerce du matériel stratégique au contrôle de l'Etat se constate dans toute l'Europe.

Au-delà de cette tâche qui se pose de façon permanente, *la deuxième grande thématique* concerne les aspects économiques de la conduite de la guerre. Une fois la guerre déclarée ou déchaînée, les mesures économiques en constituent une composante pleine et entière. Blocus et contre-blocus, gel et réquisition des avoirs situés dans les zones contrôlées, bombardements stratégiques de centres industriels ennemis: ces mesures appartiennent, à côté d'autres comme la «tactique de la terre brûlée», à l'arsenal de la conduite de la guerre économique.

L'économie de guerre, c'est-à-dire l'exploitation planifiée par l'Etat des ressources à l'échelon national et entre les pays alliés, représente *la troisième thématique*. Matières premières et biens de consommation ont été soumis à une gestion stricte, alors que les marchés financiers ont été adaptés de manière fonctionnelle aux objectifs définis par la conduite de la guerre.

Les changements à long terme, dépassant la durée de la guerre, sont discutés *en quatrième lieu*. La guerre est-elle – comme on l'affirme toujours – «mère de toutes choses» également du point de vue scientifique et technologique, ou ne devrait-on pas plutôt constater un «trade-off» entre les investissements en armement et la croissance économique?

Les nombreuses facettes de la problématique sont examinées, selon des approches d'histoire économique, sociale ou culturelle, dans les deux études d'ensemble (Wolfgang Kaiser et Gerald Feldman) ainsi que dans les treize contributions suivantes qui composent ce recueil. «L'économie» ne se comprend pas ici comme un domaine isolé de la société, mais est bien davantage analysée comme un champ d'action et entendue comme un contexte signifiant, étroitement connecté avec la texture socioculturelle de la vie quotidienne et exerçant une influence importante sur la formation structurelle de l'Etat et sur les processus de décision politique. Du point de vue chronologique, les textes couvrent une ample période qui s'étend du Moyen Age au 20^e siècle. Une telle conception offre l'opportunité de pouvoir observer des phénomènes de «longue durée» et d'examiner l'évolution de la sémantique des concepts. Les discontinuités et les ruptures ne se laissent saisir que lorsque la période

analysée dépasse un temps court, à l'intérieur duquel les choses peuvent facilement apparaître comme semblables. La difficulté de l'exercice réside dans la nécessité d'éviter des argumentations hâtives. Il est ainsi trompeur de partir d'une conception a-historique de la guerre, et de se contenter de décrire les modifications de formes et de fonctions de ce phénomène. La conduite de la guerre au Moyen Age ne se laisse pas appréhender sans difficulté avec les catégories d'une histoire des 19^e et 20^e siècles. Les modes d'exercices de la violence, mais également les formes de l'organisation politique et les grandes catégories interprétatives se sont trop modifiées. Dans la société moderne, les guerres sont des conflits de pouvoir, organisés et menés par la violence des armes, entre des sujets du droit public international – des Etats donc – ou entre des groupes à l'intérieur de sociétés organisées sous forme étatique. Une telle description et définition des guerres est lourde de présupposés. Elle ne se laisse que difficilement utiliser dans des sociétés pré-modernes. Elle est liée à l'émergence d'une sphère politique dans laquelle des Etats souverains revendiquent le monopole de l'exercice de la violence physique et interagissent selon une logique spécifique, réglée par des relations diplomatiques.

Tout aussi problématique est la figure argumentative du «retour» d'éléments du passé, comme par exemple dans la formule évoquant le «retour des mercenaires». Cela fait sans doute sens d'identifier des développements à long terme et de partir du fait qu'entre le 14^e et le 18^e siècle, une conduite de la guerre pré-étatique, dominée par des entrepreneurs guerriers et des armées de mercenaires, a progressivement cédé le terrain à une étatisation de cette conduite. L'Etat est parvenu à développer ses avantages comparatifs dans l'usage des moyens violents face aux entrepreneurs guerriers privés, aux pirates et aux autres organisations basées sur la violence, jusqu'à s'approprier, au 19^e siècle, le monopole de la conduite de la guerre. Déduire de cet arrière-plan que maintes sociétés actuelles sont, depuis le tournant du 21^e siècle, en train de revenir à la situation de l'Europe d'avant la Paix de Westphalie de 1648 conduit cependant à un cul-de-sac analytique. Même s'il peut exister des similitudes, celles-ci doivent être décrites et expliquées en usant d'autres catégories que de celle d'un «retour». La condition pour ce faire est d'être sensible à «l'étrangéité» des guerres pré-modernes et d'être capable de modifier de façon appropriée les notions et les concepts sur une période historique large.

Economie et guerre: lignes de force du développement européen

Si l'on part de telles réflexions méthodologiques pour sonder les profondeurs de l'histoire, on peut constater qu'il existait déjà au Moyen Age européen de nombreuses relations réciproques entre forces armées, centres de pouvoir renfor-

cés et ressources économiques limitées. Les Etats territoriaux en formation ont construit dans ce champ stratégique un nouveau dispositif, en élargissant leurs possibilités de contrôle. La politique économique mercantiliste mise en place au 16^e siècle avait pour but d'accroître la richesse de l'Etat – son «ultima ratio» était la capacité à conduire la guerre. La formation de la violence publique, le renforcement de la souveraineté étatique interne et l'élaboration d'un système de prélèvements fiscaux ont eu pour corollaire la construction d'appareils militaires, d'armées permanentes bien équipées. En même temps, la pénurie notoire de moyens financiers des puissances absolutistes a renforcé la dépendance des objectifs politiques et des stratégies militaires à l'égard des entrepreneurs privés. La commercialisation de l'usage organisé de la violence, qui avait débuté après 1300 dans les villes du nord de l'Italie avec les armées mercenaires des «condottieri», se généralise. La guerre de Trente ans (1618–1648) a contribué à faire émerger de puissants personnages comme Albrecht von Wallenstein (1583–1634). En lui fusionnaient les dispositions militaires et commerciales: Wallenstein menait la guerre, avec virtuosité, comme une entreprise de spéculation. L'expression, qui date de cette époque, selon laquelle «la guerre nourrit la guerre» ne décrit pas seulement parfaitement l'escalade des conflits militaires auxquels se livraient les nombreux protagonistes armés, mais également le pillage des ressources économiques par une soldatesque toujours plus abondante. La Paix de Westphalie de 1648, qui tirait un trait sous 30 années de meurtres organisés, était en ce sens également une paix d'épuisement.

Alors que le point de vue traditionnel fait correspondre l'émergence internationale d'un système d'Etats avec cet événement de 1648, des interprétations alternatives partent de l'idée que la constellation d'un tel «équilibre des puissances» ne s'est dessinée que depuis le 18^e siècle et n'a exercé sa pleine influence qu'à partir du 19^e siècle. C'est en tout cas dans les décennies qui suivent 1800 que s'est affirmée la conception politique selon laquelle la guerre était «la poursuite de la politique avec d'autres moyens», ainsi que Clausewitz, dans une perspective étatique, le résumait de façon percutante. A l'inverse, dans les années 1970, Michel Foucault devait affirmer que la politique était la «poursuite de la guerre avec d'autres moyens», plaçant ainsi la problématique de la violence de guerre au cœur de la généalogie de l'Etat territorial moderne. Dans ce paradigme, la figure métaphorique du Léviathan est déterminante: de la «guerre de tous contre tous» a émergé une société bourgeoise largement pacifiée, basée sur une structure polarisée, avec d'un côté, un souverain qui détient le monopole de l'exercice de la violence, et de l'autre, une masse de citoyens pacifiques. L'importance des entrepreneurs guerriers privés et de leurs armées «s'auto-provisionnement» a décliné avec l'étatisation de la guerre par l'Etat absolutiste et la mise sur pied d'armées permanentes. Dans la pratique cependant, le contrôle de l'Etat sur ce domaine n'a jamais été complet. Pillages, sièges, réquisitions, blocus, embargos et séquestrations ont représenté des formes

informelles d'économie de guerre, qui sont demeurées importantes non seulement pour le financement de la guerre par l'Etat mais aussi pour l'auto-approvisionnement direct des armées comme pour le financement de l'Etat lui-même.

Après la Révolution française et dans la foulée de la *construction des nations*, la population masculine a été mobilisée et militarisée sur le modèle de la *levée en masse*. Est venu le temps du «service militaire obligatoire», légitimé par les nécessités de l'Etat national, et de «l'armée nationale». Simultanément, le processus d'industrialisation a dynamisé les conditions économiques de la conduite de la guerre. Une nouvelle synergie s'est dessinée entre les fabriques industrielles, la technicisation de la guerre et l'exploitation coloniale. L'épanouissement du pouvoir militaire a désormais été dépendant du développement d'une production industrielle performante et de la capacité à diriger les évolutions technologiques. L'économie mondiale libérale basée sur le principe du *laisser-faire* est devenue bien plus fortement régie par les aspirations des puissances impérialistes que ne le suggère le simple regard sur le libre-échange et l'étalon-or international. Des tendances qui s'étaient déjà manifestées durant la guerre de Crimée de 1854 et durant la guerre de Sécession américaine se sont renforcées pendant la Première Guerre mondiale: du fait de la «stratégie d'usure» et des «batailles de matériel», les conflits militaires se sont transformés en une guerre de production englobant l'ensemble des économies nationales et menée jusqu'à l'épuisement économique. Ceci a impliqué une diminution draconienne de la loyauté de larges couches de la population envers leurs gouvernements respectifs et un durcissement des confrontations entre les classes sociales. La légende du «coup de poignard dans le dos», telle qu'elle a circulé en Allemagne après 1918 – et pas uniquement dans les milieux de la droite nationaliste revancharde – a constitué une réinterprétation, sous la forme de la théorie du complot, des conséquences des graves problèmes économiques causés par la guerre.

Durant la «Grande guerre», selon l'expression d'abord conférée à la Première Guerre mondiale, cette «catastrophe originelle du vingtième siècle», l'idéologie du *laisser-faire* a déjà été enterrée. Dans les pays européens belligérants, et surtout en Allemagne, l'économie de guerre est devenue le modèle du nationalisme économique. C'est dans ce contexte que se sont développées les conceptions relatives à l'économie planifiée, qui ont eu un large écho à l'échelle mondiale au cours du 20^e siècle. Dès la fin des années 1920 et pour près d'un demi-siècle, elles ont conduit, en Union soviétique, à l'expérience sociale d'une économie sans marché et, même dans les pays industriels capitalistes, elles ont inspiré, durant la Grande Dépression des années 1930, une politique économique active et de création d'emplois de la part de l'Etat dans un cadre national. Par la suite, dans tous les pays européens, la Deuxième Guerre mondiale a eu pour conséquence l'édification et le développement de systèmes d'économie de guerre plus compacts

et diversifiés, qui ont été jugés positivement eu égard à la folie négative que les bouleversements sociaux des années 1914–1918 avaient provoquée. D'importants débats menés dans la science historique au sujet de la domination du national-socialisme portent sur les conséquences qu'ont eues le réarmement mené dès 1933, respectivement dès 1936, puis la guerre dès 1939, sur l'approvisionnement de la population allemande. Il existe également des controverses historiques persistantes au sujet des effets de l'économie de guerre allemande sur le développement à long terme de l'économie nationale de la RDA et de la RFA.

Durant la période de l'après-guerre, l'orientation nationale de la politique économique s'est poursuivie sous de nouveaux auspices, avec des programmes d'étatisation et de développement de l'Etat social, tout en abandonnant désormais l'autarcie économique. Avec la Guerre froide s'est constitué, depuis la fin des années 1940, un système mondial bipolaire qui a entraîné un processus global permanent de course aux armements, lequel a bientôt haussé la part des dépenses militaires aux budgets des deux super-puissances à un niveau sans précédent. La fin de la Guerre froide, c'est-à-dire l'implosion des économies centralement planifiées du «Bloc de l'Est» et de l'Union Soviétique au cours des années 1989–91, a renforcé l'offensive du néolibéralisme, déjà perceptible dans les années 1980, et a accéléré l'effondrement des formes d'organisation étatiques. La critique de l'interventionnisme étatique jugé désormais superflu a coïncidé chronologiquement avec une phase de «nouvelles guerres», qui se caractérisent par l'apparition de nouveaux acteurs de la violence (groupes paramilitaires, milices, mercenaires étrangers, forces de sécurité privées, firmes militaires non étatiques, et cetera), et de nouvelles formes d'engagements pour les forces armées régulières, qui peuvent être considérées comme «une forme d'élimination militaire des déchets». En même temps, une nouvelle poussée se dessine dans la globalisation des marchés de l'armement et de la technologie des systèmes d'armement légers et flexibles. Les nouvelles guerres qui ont été (et seront) menées en 1991 et après 2001 par les Etats-Unis et leurs alliés en Irak et en Afghanistan se distinguent par le fait qu'elles s'appuient fortement sur des méthodes de guerre économique contre les pays ennemis, accompagnées d'aides financières au développement pour les gouvernements amis. En parallèle, dans son propre pays, on essaie de camoufler les conséquences économiques des engagements militaires ou de les présenter sous des traits positifs.

«Epargnée par la guerre»:

la Suisse comme «petit Etat neutre» et puissance économique moyenne

L'essentiel des contributions réunies dans ce volume porte sur la Suisse, dont le développement vers la souveraineté nationale s'inscrit dans l'histoire européenne, tout en présentant cependant quelques caractères spécifiques évoqués – principalement depuis la fin du 19^e siècle – par la formule du «Sonderfall» helvétique. Avec sa manière innovante de faire la guerre à la fin du Moyen Age, avec le mercenariat, les traités capitulaires et la neutralité, l'évolution de la Suisse présente des moments dynamiques. Le souple réseau d'alliances de la Confédération à la fin du Moyen Age a permis l'ascension rapide d'entrepreneurs guerriers privés, jouant un double rôle de «military entrepreneurs» et de magistrats et diplomates dominants: les pensions et autres soldes provenant de l'étranger ont ainsi modelé les structures économiques et politiques de l'ancienne Confédération suisse. Nous savons beaucoup moins de choses à propos des pratiques économiques des mercenaires et de leurs familles. Nous en savons encore moins sur l'économie de guerre des petites gens, pris en étau entre une économie de razzia, le paiement incertain de la solde et les transferts à hauts risques. En revanche, des recherches, qui sont aussi présentées dans ce volume, montrent comment les notables de la «Suisse primitive» se sont positionnés dans le réseau complexe des alliances militaires et des capitulations qui a émergé depuis la fin du 15^e siècle. L'institutionnalisation du mercenariat, dès la fin du 16^e siècle, a permis la consolidation des élites locales et cantonales et a affaibli le potentiel de développement proto-industriel. La non-participation de l'ancienne Confédération à la guerre de Trente ans a eu pour conséquence une balance des opérations en capitaux positive et a intensifié les services financiers fournis par la Suisse. Au 18^e siècle, les cantons de l'ancienne Confédération ont tenté de poursuivre leur politique visant à la fois à éviter la guerre et à perpétuer leur participation – financièrement lucrative – aux incessantes guerres des Etats territoriaux. La reconnaissance de la «neutralité perpétuelle» de la Suisse par les puissances européennes, lors du Congrès de Vienne de 1815, a semblé confirmer une telle politique de restauration, comme on peut la qualifier si on la compare aux changements que la Révolution française et les guerres de libération qui ont suivi avaient provoqués. Cependant, après la fondation de l'Etat fédéral helvétique, le problème des exportations d'armes suisses vers les grandes puissances européennes rivales est rapidement devenu virulent. Ceci d'autant plus que la Suisse – bien loin d'être un petit Etat insignifiant – a acquis au cours de l'industrialisation et du développement du système financier international une stature de puissance économique dépassant très largement son potentiel en matière de politique étrangère.

Cette position forte était toutefois aussi couplée à une vulnérabilité économique. Bien que la Suisse neutre se soit tenue à l'écart des champs de batailles mili-

taires, elle a aussi été touchée par les conséquences économiques des guerres. Ceci s'est révélé de manière frappante lors de la Première Guerre mondiale. Lorsque la guerre a éclaté, le petit Etat neutre a aussi été touché par une crise du ravitaillement et des ventes. Au cours des années suivantes, les méthodes inflationnistes de financement de la défense nationale ont déclenché un processus de paupérisation qui a atteint de larges couches de la population. Alors que le système industriel de production s'est redressé grâce aux exportations de matériel de guerre et à de larges possibilités d'écoulement de la production, le mouvement ouvrier s'est radicalisé, ce qui a conduit à une polarisation de la politique intérieure. La Grève générale de novembre 1918 a représenté le point culminant de la lutte des classes et a provoqué, du côté bourgeois, un «traumatisme de la Grève générale». C'est une des raisons pour lesquelles, alors qu'une nouvelle guerre se profilait à la fin des années 1930, on a voulu faire «mieux». En développant systématiquement une organisation fantôme de l'économie de guerre, on a alors créé les conditions pour résoudre les problèmes sociaux et économiques. Chez les responsables de l'économie de guerre, il s'est également développé dans les années 1930 la conscience de la nécessité d'une «synthèse stratégique». Il s'agissait d'intégrer dans un concept cohérent de défense globale les objectifs de la défense militaire, de l'approvisionnement de la population, du plein emploi et de la modernisation de l'économie, objectifs qui étaient contradictoires du point de vue des ressources à disposition. Il s'agissait d'arranger de façon à ce que le résultat d'ensemble soit aussi optimal que possible le contingentement des matières premières, la politique commerciale, le contrôle des prix, un rationnement différencié des denrées alimentaires et la mobilisation de l'armée. Même si les processus de négociations complexes entre des intérêts divergents et des buts antagonistes (par exemple l'armée contre le marché du travail) ne partaient pas, dans la plupart des cas, de prémisses transparentes et même si les décisions n'étaient pas non plus prises à travers des processus conscients d'optimisation, on peut cependant montrer qu'à maints égards des processus d'apprentissage au niveau institutionnel et organisationnel ont eu lieu. Même si l'armée et ses exigences en matière de ressources tant humaines qu'alimentaires sont restées prépondérantes, les dimensions économiques, sociales et militaires de la défense du pays ont été précautionneusement coordonnées. La maîtrise de ces tâches a été toutefois accompagnée du refoulement du fait que la Deuxième Guerre mondiale représentait un défi moral fondamental. En tant que pays fortement imbriqué avec l'extérieur sur le plan économique, en particulier avec l'Allemagne, la Suisse a usé de son autoreprésentation comme «petit Etat neutre» pour ne pas avoir à tirer au clair les conséquences de son implication dans l'économie de pillage et de vol nationale-socialiste. L'économie de guerre, qui était basée sur la solidarité et la collaboration nationales, a occulté les problèmes de la collaboration avec la «Reichsbank» et l'économie d'armement allemande. Le

nationalisme économique a bien davantage été mis à contribution pour légitimer le refus d'accueillir des fugitifs menacés, sous la fameuse formule «La barque est pleine».

Après la Deuxième Guerre mondiale, les procédures de négociation corporatistes désormais bien rôdées ont fourni, jusque dans les années 1970, la base de la démocratie de concordance et du partenariat social des *Trente glorieuses*. La guerre a servi de catalyseur à des processus évolutifs déjà amorcés auparavant et elle a renforcé un ordre social pacifié, qui a assuré à la Suisse un solide fondement pour ses affaires durant cette longue phase de croissance économique, notamment par la combinaison d'un libéralisme économique antiétatique et d'une cartellisation prononcée liée à des mécanismes légaux permettant de verrouiller l'actionnariat des entreprises helvétiques contre des «tentatives étrangères d'achat inamicales». Même si on peut distinguer ici quelques spécificités, par lesquelles les élites d'un Etat aux dimensions territoriales réduites ont organisé le contrôle de l'économie nationale, tout en l'ouvrant sur les marchés européens et internationaux, un regard historique sur la relation entre guerre et économie montre toutefois clairement combien l'évolution suisse a été «normale» et à quel point les aspirations à la voie solitaire du «Sonderfall» ont été illusoire. Cette perspective peut aussi sensibiliser à la capacité de la Suisse à trouver sans arrêt de nouvelles niches dans le système économique international et à les développer fructueusement. On peut en même temps discerner les limites de cette stratégie. Que la S. S. S. (Société Suisse de Surveillance économique), créée en été 1915 par les Alliés et chargée du contrôle du commerce extérieur helvétique, ait été rebaptisée «souveraineté suisse suspendue» en langage populaire, révèle cette réalité de manière symptomatique. La souveraineté de la Confédération a toujours aussi été fonction de la présence de l'industrie et de la place financière helvétiques sur la scène internationale. Sous cet angle, des périodes de guerre ont toujours représenté une aune propre à mesurer la marge de manœuvre de la souveraineté suisse et ont fourni la preuve amère de son inexistence.

A propos des différentes contributions de ce recueil

Ce recueil contient les contributions qui ont été présentées en mai 2006, lors du colloque annuel de la Société suisse d'histoire économique et sociale, dont le thème était «Economie de guerre / Guerre économique». Il n'a pas la prétention de couvrir thématiquement le vaste et complexe champ d'étude de l'économie de guerre et de la conduite de la guerre économique. Il donne plutôt un aperçu de différents projets de recherches historiques actuellement en cours ou qui ont été menés à bien récemment. Pourtant, les contributions de Wolfgang Keiser et de

Gerald Feldman, placées au début des deux premières parties de ce livre, fournissent chacune un survol problématisé sur la thématique ainsi que d'intéressants questionnements. Sous le mot-clé «économie de la violence», *Wolfgang Kaiser* réfléchit sur la relation interne entre violence, économie et formation de l'Etat et sur les potentialités, en matière de création institutionnelle, que recèlent la détention d'avantages comparatifs dans l'usage de la violence, potentialités qui ont joué un rôle décisif dans la formation des économies de marché modernes. On peut voir à quel point divers types de commerces d'êtres humains et différentes formes d'économies de rançon étaient intriquées. L'agissement violent tel qu'il dominait au début de l'Epoque moderne ne peut guère être compris si l'on utilise le concept plus moderne d'«acteur étatique». Ici se manifestent bien davantage les paradoxes d'une économie de guerre organisée de façon à maximiser le profit privé, dans laquelle maquignons et courtiers fonctionnaient comme «go-betweens» entre partenaires ennemis. *Gerald Feldman* analyse le thème «économie de guerre» dans le contexte de sociétés industrielles capitalistes développées. Entre 1914 et 1945, deux guerres mondiales ont été livrées, au cours desquelles les Etats belligérants ont été en mesure de mobiliser plus de la moitié de leur produit social total en vue des affrontements militaires, un fait inédit dans l'histoire qui précède ou qui succède à cette période. Cette phase a encouragé le développement d'un nationalisme dans la politique économique dont les effets se sont fait sentir longtemps après la fin de la dernière guerre, avant que les tendances à la globalisation, qui dominaient avant 1914, ne s'imposent à nouveau.

Ces deux articles de synthèse montrent déjà le large spectre des thèmes, des approches méthodologiques et des prémisses théoriques que l'on peut trouver dans ce domaine de recherche. Les contributions sont réparties en quatre parties. Le 20^e siècle y occupe une place clairement prépondérante. Dans une première partie, des aspects centraux dans l'évolution de la problématique au cours du Moyen Age et de l'Epoque moderne sont toutefois présentés à travers des études de cas. L'étude de *Michael Jucker* se focalise sur les relations réciproques entre le symbolique et l'économique en matière de rançons et de pillages durant les guerres de Bourgogne et lors de ce qu'on appelle les «attaques des Armagnacs» qui ont lieu en Alsace et en Franche-Comté au milieu du 15^e siècle. Les recherches accomplies jusqu'ici, qui se sont concentrées sur les aspects macro-économiques du mercenariat, sont ainsi complétées par une approche micro-historique, qui semble également pertinente pour l'analyse de phénomènes plus récents. A travers l'exemple du magistrat et entrepreneur militaire zougois Beat Jakob Zurlauben II, *Nathalie Büsser* lance un coup de projecteur sur les interactions multiples entre les sphères diplomatique, mercantile et de la politique locale dans l'ancienne Confédération à l'époque des guerres du Palatinat (1688–1697) et de la guerre de Succession d'Espagne (1701–1713/14). Les carrières de personnages servant de relais pour

le clientélisme [Patronagemakler] et l'accumulation de fortunes familiales sont analysées sous l'aspect de leur dépendance par rapport aux efforts d'expansion militaire des Etats territoriaux des débuts de l'Epoque moderne et par rapport aux relations extérieures de la Confédération.

La deuxième partie, introduite par l'article de Gerald Feldman, contient trois autres études traitant de la Première Guerre mondiale, avec quelques perspectives sur l'après-guerre. *Martin Lüpfold* décrit l'évolution du droit des actions en Suisse durant les deux guerres mondiales et se demande quelles sont les raisons ainsi que les répercussions de l'introduction des actions nominales et des dites actions soumises à la clause d'agrément. Les mesures légales destinées à prévenir ce qui est appelé à l'époque «l'envahissement économique étranger» et à prouver le caractère neutre des entreprises suisses sont présentées. Le concept actuel de «corporate governance» est ainsi historicisé puis utilisé comme catégorie d'interprétation. *Christophe Dejung* examine, au travers d'une étude de cas portant sur la firme commerciale des frères Volkart domiciliée à Winterthur, les conséquences décisives de la Première Guerre mondiale sur le négoce international et ses acteurs plus ou moins neutres. Ainsi se dessine l'image de la «Grande guerre» comme guerre d'usure globale sur le plan commercial et économique. L'auteur s'intéresse également aux effets de l'activité mondiale de l'entreprise sur une conscience nationale accentuée du fait de l'éclatement de la guerre. *Pierre-Yves Donzé* étudie les changements de structure de l'industrie horlogère à La Chaux-de-Fonds durant la Première Guerre mondiale et dans la phase du retour à l'économie de paix. Sa recherche porte surtout sur les répercussions de la production de munitions sur les processus de concentration et sur le degré de mécanisation à l'œuvre dans l'industrie horlogère, ainsi que sur la structure sociale du patronat.

La troisième partie a l'entre-deux-guerres pour sujet central. *Cédric Humair* traite de la consolidation des déficits de guerre après la Première Guerre mondiale. L'auteur se focalise sur les discussions véhémentes au sujet de la politique douanière, dès 1919, et sur leur rôle d'indicateur pour la constellation politique de l'entre-deux-guerres. *Monique Ceni* éclaire les circonstances politiques et institutionnelles qui ont présidé à l'introduction des impôts fédéraux directs, prévus à titre temporaire d'impôts de guerre pendant le premier conflit mondial, puis de crise durant la dépression des années 1930. *Michel Fior* dirige son regard sur les formes de coopération dans l'économie de l'entre-deux-guerres. Les stratégies de régulation non étatiques se retrouvent ici au premier plan. Leur entrée en scène et leur configuration institutionnelle sont analysées par l'auteur comme une transformation dans la conception générale de la régulation économique, provoquée par les impulsions et les changements de l'économie de guerre après 1914. En se basant sur les exemples des grèves qui ont lieu pendant la Première Guerre mondiale au sein de la Société industrielle suisse (SIG), ainsi que chez Bührle & Co. au cours

du deuxième conflit mondial, *Christian Koller* observe la situation des employés dans l'industrie d'armement. Il étudie l'attitude des partis favorables à la lutte des classes quant à la position prééminente de la branche due au contexte de guerre et cette comparaison historique lui permet d'établir des différences significatives. La quatrième et dernière partie est consacrée aux interactions entre Etat et économie pendant et après les guerres mondiales. *Malik Mazbouri* et *Marc Perrenoud* retracent l'évolution de la place financière suisse entre 1914 et 1945 et analysent l'impact durable des mesures d'économie de guerre. A partir d'une approche comparative, les auteurs montrent une marche régulière et continue qui contraste de manière frappante avec l'évolution abrupte des événements politico-militaires. En partant des recherches de la «Commission Indépendante d'Experts Suisse-Deuxième Guerre mondiale», *Dario Gerardi* évalue le rôle de la Suisse pour l'économie de guerre italienne entre 1936 et 1943. Comme dans le cas des relations entretenues par la Suisse avec l'Allemagne nazie, c'est le secteur des devises qui est intéressant, tout comme la fonction de la Suisse en tant qu'exportatrice de matériel de guerre et pays de transit. *Gilles Forster* considère les mesures destinées à créer des possibilités de travail au début de la Deuxième Guerre mondiale, en premier lieu la nomination d'un «délégué à la création des possibilités de travail» en février 1941. En partant des projets destinés à améliorer les infrastructures, il étudie les relations entre les aspects idéologiques de ces mesures et des intérêts stratégiques concrets, tout en éclairant également la tension entre autarcie économique et intégration sur les marchés transnationaux. *Olivier Longchamp* observe la gestion de la dette fédérale dans la période qui suit immédiatement la Deuxième Guerre mondiale et se demande pourquoi celle-ci ne diminue pas avant 1955, contrairement aux déclarations d'intention proclamant à de nombreuses reprises la volonté de l'amortir le plus rapidement possible.

Nouvelles perspectives de recherche

Cet ouvrage collectif ne rend pas seulement compte des importants résultats des recherches historiques les plus récentes, il ouvre aussi d'intéressantes voies pour de nouvelles recherches. Outre la tentative d'éclairer des évolutions de longue durée au moyen d'études de cas et dans des contextes micro-historiques, et de placer ainsi différents points de vue dans une interrelation productive, c'est avant tout la question des rapports entre guerre, nation et économie qui est intéressante. L'Etat, qui est intervenu massivement dans le système économique lors des deux guerres mondiales au moyen de mesures d'économie de guerre et de stratégies de guerre économique, a légitimé son rôle avec des arguments valorisant «le peuple» et «la nation». A la phase de globalisation des décennies précédant 1914 a succédé une

période où a dominé un nationalisme économique prononcé, lié en Suisse à la peur de «l’envahissement économique étranger». Plusieurs mesures protectionnistes et d’interventionnisme structurel ont été à nouveau abrogées après 1945. Mais le *laisser-faire* de la période qui a précédé les guerres n’avait plus aucune chance dans des conditions structurellement modifiées. De plus amples recherches sont nécessaires afin d’expliquer les facteurs et les circonstances de ce changement séculaire. Pour autant que celles-ci se gardent de l’illusion d’une évolution homogène et linéaire – ce qui est un postulat central d’une histoire sociale inspirée par l’histoire culturelle – des études micro-historiques sont nécessaires, qui se concentrent sur un champ d’analyse restreint et permettent ainsi de hausser l’acuité empirique de l’analyse et de dévoiler les processus contradictoires et les ruptures inhérents à de nombreux processus.

*

Peu avant l’envoi de ce livre à l’imprimerie nous est parvenue la nouvelle du décès de Gerald Feldman. L’exposé introductif qu’il avait tenu par oral, le 20 mai 2006, lors de la journée annuelle de la Société suisse d’histoire économique et sociale consacrée à la thématique «Economie de guerre/Guerres économiques», a été encore écrit par lui-même pour le présent volume. Gerald Feldman était l’un des historiens majeurs du 20^e siècle. Il a profondément marqué l’histoire économique et politique de l’Allemagne et de l’Europe de l’après Première Guerre mondiale et ses publications sont devenues des œuvres de référence. Sa mort représente une grande perte pour les sciences historiques. En reconnaissance de tout ce que nous lui devons, nous souhaitons lui dédier ce livre.